

3ème Direction
3ème Bureau

ARRÊTÉ n° 90-762

Rappeler dans votre réponse les indications
ci-dessus et faire figurer obligatoirement
sur l'enveloppe l'adresse postale suivante

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE
BOITE POSTALE 1046
38021 GRENOBLE CEDEX

Installations Classées
et Carrières

LE PREFET DE L'ISERE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

JC/MR

23.543 VU la loi N° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux
Installations Classées pour la protection de l'Environnement,
modifiée;

VU le décret N° 53-578 du 20 mai 1953, modifié;

VU le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris
pour application de la loi précitée, et du titre 1er de la loi
N° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répar-
tition des eaux et à la lutte contre leur pollution modifié;

VU le dossier présenté le 11 avril 1989 par les Etablis-
sements PERIOCHE, rue du Moirond à DOMENE;

VU les avis de l'Inspecteur des Installations Classées
en date des 20 octobre 1988, 5 mai 1989, 12 décembre 1989;

VU l'arrêté d'ouverture d'enquête N° 89-3110 en date
du 7 juillet 1989;

VU le procès-verbal de l'enquête publique ouverte
le 4 septembre 1989 et close le 4 octobre 1989 à DOMENE les
déclarations y consignées et les certificats d'affichage;

VU le mémoire en réponse fourni par le requérant;

VU l'avis de M. Henri GALIBERT Commissaire- Enquêteur
en date du 2 Novembre 1989

VU l'avis du Conseil Municipal de DOMENE en date du
29 septembre 1989;

VU l'avis du Directeur Départemental de la Protection
Civile en date du 1er juin 1989;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture
et de la Forêt, en date du 2 juin 1989;

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires
Sanitaires et Sociales, en date du 9 juin 1989;

.../...

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 22 juin 1989;

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi en date du 17 juillet 1989;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 9 août 1989;

VU la lettre en date du 22 décembre 1989 invitant le demandeur à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 1er février 1990;

VU la lettre en date du **7 FEV. 1990** communiquant au requérant le projet d'arrêté statuant sur sa demande;

~~VU la réponse du pétitionnaire en date du~~

CONSIDERANT que l'établissement projeté est soumis à autorisation pour l'activité visée sous le N° 286 de la nomenclature;

A R R E T E

ARTICLE 1er- La Société PERIOCHE est autorisée à poursuivre l'exploitation du dépôt et de l'activité de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux à DOMENE rue du Moirond.

ARTICLE 2 - L'établissement sera exploité conformément aux prescriptions particulières ci-annexées relatives aux activités N° 286 soumises à autorisation.

ARTICLE 3 - L'exploitant devra en outre se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des Travailleurs, notamment au décret du 10 juillet 1913 visant les mesures générales de protection et de salubrité.

ARTICLE 4 - le permissionnaire sera tenu, en outre, de se conformer à toutes les mesures que l'Administration croira devoir lui imposer ultérieurement dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques, sans qu'il puisse prétendre à aucun dédommagement.

ARTICLE 5 - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

ARTICLE 6 Tout exercice d'une activité nouvelle classée, tout transfert dans un autre emplacement, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation au Préfet. De même en cas de cessation d'activité l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration dans un délai de 30 jours au Préfet de l'Isère. Service des Installations Classées.

.../...

ARTICLE 7 - L'intéressé ne pourra exercer ses activités tant qu'il n'aura pas satisfait à la totalité des conditions imposées par l'arrêté préfectoral de régularisation.

ARTICLE 8 - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet de l'Isère, et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 9 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 10 - Le Secrétaire Général de l'Isère, le Maire de DOMENE et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

POUR AMPLIATION



POUR LE PREFET
LE CHEF DE BUREAU
ET PAR ORDRE L'ATTACHÉ

Philippe KESTLE

GRENOBLE, le

28 FEV. 1990

LE PREFET,

Pour le Préfet,
et par délégation
Le Secrétaire Général.

Alain GEHIN